

DE : M^{me} Pascale Déry
Ministre de l'Enseignement supérieur

Le 8 novembre 2023

TITRE : Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études – Modifications concernant le volet étudiants en situation de handicap des programmes de l'aide financière aux études

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Contexte

La Loi sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3) institue deux programmes d'aide financière aux études : le Programme de prêts et bourses pour les études secondaires en formation professionnelle **à temps plein** et pour les études postsecondaires **à temps plein (Programme de prêts et bourses)** et le Programme de prêts pour les études secondaires en formation professionnelle à temps partiel et pour les études postsecondaires à temps partiel (**Programme de prêts pour études à temps partiel**). Ces programmes visent à offrir une aide financière aux étudiants québécois en fonction de leurs besoins et de leurs ressources. Le Règlement sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3, r. 1), ci-après le Règlement, prévoit les modalités de ces programmes, notamment les conditions d'admissibilité, les paramètres de calcul de l'aide financière, ainsi que les règles liées à la gestion d'un prêt, dont celles liées à son remboursement.

Ce projet de règlement propose des modifications visant les étudiants en situation de handicap, ayant ou non des déficiences fonctionnelles majeures (DFM). Ces modifications permettraient de remplir un engagement découlant du Plan 2015-2019 des engagements gouvernementaux visant à favoriser la mise en œuvre de la politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité*. À cet égard, l'Aide financière aux études (AFE) s'est engagée à adapter les programmes d'aide financière à l'évolution des besoins de la clientèle étudiante en situation de handicap, avec comme objectif de leur assurer un traitement équitable et sur mesure pendant leurs études.

Les modifications proposées répondent aussi à l'engagement pris par le ministère de l'Enseignement supérieur auprès du Protecteur du citoyen de revoir les critères visant cette clientèle.

2- Raison d'être de l'intervention

2.1 Modification portant sur le volet étudiants en situation de handicap des programmes de l'aide financière aux études

Au cours des dernières années, certaines problématiques en lien avec les mesures prévues au Règlement pour les étudiants en situation de handicap ont été constatées. Il

est donc nécessaire de revoir ces mesures pour offrir à ces étudiants des accommodements plus adaptés à leur situation. Les mesures proposées visent autant les étudiants en situation de handicap ayant des DFM que les étudiants en situation de handicap ayant des déficiences qui ne sont pas des DFM.

2.1.1. Étudiants en situation de handicap ayant des DFM

Le Règlement sur l'aide financière aux études reconnaît quatre catégories de DFM : la déficience visuelle grave, la déficience auditive grave, la déficience motrice et la déficience organique. À noter que les problèmes de santé mentale cadrent mal avec ces quatre catégories de DFM.

La notion de DFM, en vigueur depuis 1994 n'est pas cohérente avec les dispositions prévues à la politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité* ni à la définition de personne handicapée contenue dans la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1). La définition énoncée dans cette loi a l'avantage d'être moins restrictive par rapport au diagnostic que celle actuellement prévue dans le Règlement.

Par ailleurs, dans le cadre du Programme de prêts et bourses en vertu des dispositions en vigueur, trois mesures d'accommodement sont appliquées simultanément pour la durée des études de tout étudiant qui présente un diagnostic correspondant à l'une des catégories de déficiences mentionnées, sans égard des incapacités ni des obstacles réels liés à la poursuite des études à temps plein et à l'intégration au marché du travail :

- Versement de toute l'aide financière sous forme de bourse;
- Possibilité de poursuivre des études à temps partiel en étant réputé étudier à temps plein;
- Possibilité d'être réputé inscrit pour une courte période entre deux périodes d'études.

Il est constaté que la définition de DFM et les mesures prévues au Règlement ne correspondent pas à la réalité actuelle des étudiants. De ce fait, il est proposé de revoir les critères d'admissibilité et les mesures offertes à la clientèle étudiante visée afin de lui offrir une aide adaptée en fonction de leurs besoins réels.

2.1.2. Étudiants en situation de handicap ayant des déficiences autres que fonctionnelles majeures

Deux mesures sont prévues au Règlement pour l'étudiant qui ne peut poursuivre ses études à temps plein pendant plus d'un mois en raison de troubles graves à caractère épisodique résultant de problèmes de santé physique ou mentale majeurs et permanents constatés dans un certificat médical :

- Possibilité de poursuivre des études à temps partiel en étant réputé étudier à temps plein;
- Possibilité d'être réputé inscrit pour une courte période entre deux périodes d'études

Toutefois, ces mesures ne peuvent pas s'appliquer à tous les étudiants en situation de handicap ayant des obstacles importants pour la poursuite de leurs études ou pour

l'intégration au marché du travail. Par exemple, il a été observé que la clientèle étudiante ayant un diagnostic d'autisme ou de trouble de l'anxiété généralisée a augmenté de façon considérable. Toutefois, ces déficiences, comme par ailleurs les problèmes de santé mentale, sont difficilement assimilables à l'une des quatre catégories de DFM existantes et ne correspondent pas non plus à la définition de troubles graves à caractère épisodique résultant de problèmes de santé physique ou mentale majeurs et permanents. En conséquence, ces étudiants ne peuvent bénéficier d'aucune mesure d'accommodement.

Les modifications proposées visent à corriger cette situation et permettraient à l'AFE d'assurer une application équitable des mesures à l'ensemble de la clientèle, y compris celle aux prises avec des problèmes de santé mentale.

3- Objectifs poursuivis

Le principal objectif poursuivi par ces modifications est d'accorder une aide adaptée aux besoins des bénéficiaires et de :

- mieux prendre en compte les besoins réels des étudiants en situation de handicap (handicaps physiques et mentaux) pour leur offrir les mesures appropriées dans le cadre des programmes de l'AFE;
- répondre à un engagement découlant du Plan 2015-2019 des engagements gouvernementaux visant à favoriser la mise en œuvre de la politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité*;
- répondre à un engagement pris auprès du Protecteur du citoyen.

4- Proposition

L'ensemble des modifications proposées sont décrites ci-après.

4.1 Modifications portant sur le volet étudiants en situation de handicap des programmes de l'aide financière aux études (Articles 22, 27, 38, 46, 47, 48 et 87)

4.1.1 Mesures pour les étudiants en situation de handicap ayant des DFM (Articles 47 et 48)

Il est proposé de modifier, à compter de l'année 2024-2025, la définition de « déficience fonctionnelle majeure » prévue à l'article 47 du Règlement pour l'harmoniser à celle de « personne handicapée » au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1). En vertu de cette Loi, une personne handicapée est définie comme étant « toute personne ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujette à rencontrer des obstacles dans l'accomplissement d'activités courantes ». Certains problèmes de santé mentale peuvent aussi correspondre à cette définition.

La modification proposée précise les critères qui permettraient d'évaluer les besoins réels de l'étudiant, à savoir :

- Déficience entraînant une incapacité significative et persistante, malgré les moyens utilisés pour la pallier;
- Obstacles importants dans la poursuite des études à temps plein;
- Obstacles importants pour l'intégration éventuelle au marché du travail.

Il est aussi proposé de modifier l'article 48 du Règlement pour préciser que l'évaluation des incapacités et des obstacles reliés à la déficience doit prendre en considération les moyens utilisés qui permettent de pallier l'incapacité ou d'en atténuer les effets, la médication, la thérapie, ou tout autre élément permettant de corriger ou d'atténuer l'incapacité.

La personne qui répond aux trois critères identifiés plus haut pourra bénéficier de l'ensemble des mesures actuellement prévues pour les étudiants reconnus comme ayant une DFM.

4.1.2 Mesures pour les étudiants en situation de handicap ayant des déficiences autres qu'une DFM (Articles 22, 27 et 46)

Des modifications sont aussi proposées aux articles 22, 27 et 46, afin de permettre à des étudiants ayant une déficience autre qu'une DFM au sens du Règlement, constatée dans un certificat médical, de profiter de mesures spécifiques, notamment la poursuite d'études à temps partiel réputées à temps plein, la possibilité d'être réputé inscrit pour une courte période, en fonction de leurs besoins, ainsi qu'être réputé ne pas recevoir de contribution des parents ou du répondant après 45 crédits selon les précisions de l'article 22.

4.1.3 Mesures de concordance et de simplification pour l'étudiant (Articles 38, 46 et 87)

Des modifications sont proposées aux articles 38 et 87 pour préciser qu'aux fins de l'admissibilité des dépenses à titre de frais de garde d'enfant, un supplément pour enfant handicapé en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) doit avoir été versé à l'égard d'un enfant âgé de 12 à 17 ans. Des modifications sont également proposées à l'article 46 afin de prévoir que si un supplément pour enfant handicapé en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) est versé à l'égard d'un enfant, la période pendant laquelle l'étudiant est réputé poursuivre à temps plein des études reconnues par la ministre ou par le ministre de l'Éducation est prolongée.

4.2 Mesures transitoires

Il est également proposé de prévoir une disposition transitoire en matière de DFM. En effet, le certificat médical dans lequel est constatée une DFM au sens de l'article 47 du Règlement, tel qu'il se lisait avant la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du projet de règlement, est réputé satisfaire aux exigences de l'article 48 du Règlement si la DFM constatée dans ce certificat médical a été reconnue par le ministre aux fins d'une demande d'aide financière accordée pour une année d'attribution antérieure à 2024-2025.

5- Autres options

Les mesures proposées dans ce projet de règlement sont des mesures d'amélioration, d'harmonisation ou de clarification nécessaires pour offrir une aide mieux adaptée aux besoins des étudiants. Étant donné que l'aide offerte actuellement par les programmes d'aide financière aux études n'est pas adaptée aux besoins réels et actuels des étudiants en situation de handicap, le statu quo n'est pas approprié. Aucune autre voie que la modification au Règlement ne permet de changer les modalités des programmes d'aide financière aux études visant cette clientèle.

Par ailleurs, comme certaines des modifications proposées auraient des incidences dans le traitement des futures demandes, une période d'élaboration et de mise en œuvre sera requise avant leur application.

6- Évaluation intégrée des incidences

Les modifications proposées ont des incidences sur la clientèle des programmes de l'AFE. Pour la clientèle étudiante en situation de handicap (physique ou mental), aucun changement n'est prévu dans l'octroi des mesures d'accommodement pour celle reconnue comme ayant une déficience fonctionnelle majeure, alors que les modifications proposées impliquent l'accès aux mesures d'accommodement pour celle reconnue comme ayant une déficience autre qu'une DFM.

7- Consultations entre les ministères et avec d'autres parties prenantes

Conformément à l'article 54 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2), l'évaluation d'impact sur la santé a été réalisée et transmise aux intervenants concernés du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Conformément à l'article 61.2 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1), le ministre responsable des Services sociaux est consulté lors de l'élaboration de mesures prévues par les lois et règlements qui pourraient avoir un impact significatif sur les personnes handicapées. Ainsi, concernant les modifications proposées à la section 4.1 du présent mémoire, le Ministère a procédé à une consultation en avril 2023 auprès du ministre responsable des Services sociaux. Aucun commentaire n'a été reçu de la part du ministre de la Santé et des Services sociaux concernant cette dernière consultation. Il faut rappeler, cependant, que des consultations ont eu lieu en octobre 2019, en janvier 2021 et en février 2022 sur le même projet de mesure et que la réponse du ministre de la Santé et des Services sociaux était positive lors de ces consultations.

Par ailleurs, le ministre responsable des Services sociaux, responsable de l'application de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1) a émis une opinion favorable le 22 février 2022, lors de la consultation précédente portant sur le même sujet.

Conformément au premier alinéa de l'article 57 de la Loi sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3), le ministre de l'Éducation sera consulté sur les sujets touchant un ordre d'enseignement sous sa compétence.

Conformément au premier alinéa de l'article 90 de la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (chapitre M-15.1.0.1), la ministre de l'Enseignement supérieur, après consultation du ministre de l'Éducation lorsqu'il y a un lien avec un ordre d'enseignement sous sa compétence, doit soumettre au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), pour avis, tout projet de règlement relatif aux programmes d'aide financière visés au paragraphe 1° de l'article 88 de cette loi.

8- Mise en œuvre, suivi et évaluation

Les modifications proposées à la section 4.1 du présent mémoire seraient en application dès l'année d'attribution 2024-2025 (septembre 2024 à août 2025). En effet, puisque la mesure comporte une modification dans le traitement des futures demandes, une période d'élaboration et de mise en œuvre est requise.

L'évaluation de l'efficacité des programmes d'aide financière aux études repose principalement sur le *Rapport statistique* annuel, l'*Enquête sur les conditions de vie des étudiants* et le *Sondage sur la satisfaction de la clientèle*.

9- Implications financières

Les modifications proposées n'ont pas de coûts additionnels estimés.

10- Analyse comparative

Le gouvernement fédéral offre des prêts et des bourses d'études par l'entremise du Programme canadien d'aide financière aux étudiants (PCAFE). Neuf provinces de même que le territoire du Yukon participent à ce programme en plus d'administrer leur propre programme. Ainsi, lorsqu'un étudiant présente une demande d'aide financière, c'est la province ou le territoire qui évalue l'octroi d'un prêt ou d'une bourse provenant du programme canadien et d'une aide provenant de la province ou du territoire. Soulignons que le Québec, les Territoires du Nord-Ouest ainsi que le Nunavut administrent leur propre programme d'aide financière et qu'ils ne participent pas au PCAFÉ.

Les bénéficiaires du Programme de prêts et bourses du gouvernement du Québec reconnus DFM sont les seuls à recevoir une aide financière uniquement sous forme de bourse.

La ministre de l'Enseignement supérieur,

Pascale Déry